

**Message  
accompagnant le projet de loi sur le financement de la 3<sup>ème</sup> correction du Rhône  
(LFinR3)**

---

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais

au

Grand Conseil

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Nous avons l'honneur de vous soumettre, par le présent message, le projet de loi sur le financement de la 3<sup>ème</sup> correction du Rhône (LFinR3).

**1. But et objet de la loi**

Le but du présent projet de loi est de consolider et adapter les bases légales financières relatives à la réalisation de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône (ci-après « R3 »). Le moyen qui s'avère nécessaire pour atteindre pleinement ce dessein est de créer une base légale spécifique qui modifie certains aspects financiers contenus dans la loi sur l'aménagement des cours d'eau du 15 mars 2007 (ci-après « LcACE »). Ces modifications permettent d'obtenir une législation adaptée aux spécificités d'un projet de grande ampleur que représente R3.

Il s'agit principalement de deux axes de modifications de la législation cantonale actuelle :

- D'une part, la retranscription et la modification du **Décret** créant un fonds pour le financement du projet de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône du 11 septembre 2014 (ci-après « le Décret ») accepté lors de la votation populaire du 14 juin 2015 lequel doit être intégré dans une base légale formelle en raison de sa durée de validité limitée à 5 ans dès son entrée en vigueur.
- D'autre part, une modification des **principes et règles d'appel à contribution des communes et des tiers**, qui s'est avérée obligatoire en raison de l'impossibilité d'appliquer les règles contenues dans la LcACE à l'échelle d'un projet tel que celui de R3. En effet, de telles règles se sont révélées être inadéquates et inadaptées pour ce projet de grande ampleur, destiné à être réalisé, par étapes, durant plusieurs décennies.

En complément des aspects financiers cités ci-dessus, il s'agit également d'adapter la LcACE aux spécificités de R3 afin d'éviter de mener des procédures concluant à l'impossibilité d'appliquer la base légale cantonale. Partant, les articles relatifs aux zones de danger du Rhône font l'objet d'une modification afin que ces derniers soient adaptés aux spécificités temporelles et géographiques de la situation de danger pour le linéaire du Rhône. Des subventions relatives à l'établissement des zones de danger du Rhône et communales sont accordées par la Confédération. Si la procédure des zones de danger du Rhône ne peut aboutir en raison de l'inadéquation des bases légales avec les spécificités du fleuve, les subventions précitées ne pourront être accordées ; ce qui représente un obstacle au financement de R3.

Les axes stratégiques développés dans le projet de loi sont les suivants :

- modifications législatives nécessaires pour la procédure **d'appel à contribution des tiers** dans le cadre de R3 et l'élaboration des bases légales idoines (volonté de rompre

avec le renvoi à la loi concernant la perception des contributions des propriétaires fonciers aux frais d'équipements et aux frais d'autres ouvrages publics du 15 novembre 1988 (ci-après « LPCPF ») et d'adapter la procédure à un projet de grande ampleur) ;

- transposition, dans une base légale formelle, du **Décret** créant un fonds pour le financement du projet de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône du 11 septembre 2014 ;
- adaptation des articles clés concernant les **zones de danger du Rhône**, de manière à assurer la correspondance entre le projet de loi et les échelles temporelles et géographiques de la situation de danger d'inondation du Rhône.

Ce projet de loi sur le financement de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône permettra de disposer d'un **socle législatif solide pour régler les aspects financiers**. Elle sera accompagnée dans un deuxième temps par une révision de la LcACE et de l'ordonnance sur l'aménagement des cours d'eau du 5 décembre 2007 (ci-après « OcACE ») afin d'assurer la réalisation rapide et efficiente de R3. Il s'agira en particulier d'analyser et compléter les aspects suivants :

- la possibilité de simplifier certaines procédures, notamment l'exigence de réviser le plan d'aménagement de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône (ci-après « PA-R3 ») tous les 10 ans et, cas échéant, l'adaptation des bases légales ;
- l'attribution, si nécessaire, des compétences ad hoc à la structure administrative pour la gestion de R3.

## 2. Historique

La participation financière des communes, des tiers ainsi que des corporations de droit public à la réalisation des travaux de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône est fixée aux actuels articles 44 et 48 LcACE. En application des bases légales précitées, le Conseil d'Etat, par décision du 19 juin 2013 et sur proposition de la commission Rhodanique, a fixé les critères servant à définir dite participation ainsi que la quote-part des entreprises de chemin de fer, des communes, des propriétaires d'installations concernées ainsi que des titulaires de droits sur les eaux du Rhône.

Conformément à l'article 37 al. 4 OcACE, cette décision était susceptible de recours de droit administratif auprès de la Cour de droit public du Tribunal cantonal.

Plusieurs recours ayant été déposés à l'encontre de la décision du Conseil d'Etat du 19 juin 2013, un examen circonstancié des griefs invoqués et des dispositions légales applicables en matière d'appel à contribution dans le cadre d'un projet d'aménagement de cours d'eau a été réalisé. Il appert que les dispositions légales, particulièrement l'article 48 LcACE et l'article 37 OcACE ainsi que la procédure définie par la LPCPF ne sont pas adaptées à l'appel à contribution d'un projet de l'ampleur de R3 lequel s'étend sur un linéaire de 160 km et s'effectue en plusieurs étapes. De plus, toutes les communes valaisannes sont concernées par cet appel à contribution.

Consécutivement aux conclusions de cet examen, le Conseil d'Etat, par décision du 28 janvier 2015, a révoqué sa décision du 19 juin 2013, notamment pour adapter les bases légales d'appel à contribution des communes et des tiers. Ces nouvelles bases légales permettront de consolider la forme de cet appel à contribution en s'inspirant des principes proposés par la commission Rhodanique. En date du 17 décembre 2015, le Conseil d'Etat a décidé de créer le Groupe de travail Loi Rhône (ci-après « GTLR ») auquel il a, en particulier, confié la mission de pérenniser le financement relatif à la 3<sup>e</sup> correction du Rhône ainsi que d'élaborer les bases légales nécessaires à la procédure d'appel à contribution des tiers.

Le présent projet de loi a également pour dessein de transposer le Décret accepté lors de la votation populaire du 14 juin 2015. En effet, l'article 5 du Décret prévoit que ce dernier prenne effet dès son entrée en vigueur et jusqu'à l'entrée en vigueur d'une loi portant sur le

même objet mais au plus tard pour une durée de cinq ans. Partant, le GTLR a proposé d'intégrer les dispositions dudit Décret dans le projet de loi spécial pour le financement de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône.

### **3. Elaboration du projet et consultation**

#### **3.1. Elaboration du projet**

Le GTLR a mandaté un expert externe pour l'accompagner dans sa réflexion concernant l'élaboration des bases légales relatives à l'appel à contribution et produire une proposition de texte législatif. Ce mandat est spécifiquement prévu dans la décision du Conseil d'Etat du 17 décembre 2015 constituant le GTLR.

Le GTLR a pris la décision de proposer un **projet de loi spécifique** sur le financement de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône en raison des nombreuses adaptations de la LcACE que représentent les modifications liées à l'appel à contribution.

#### **3.2. Consultation**

Ouverte le 20 juin 2017 par le Conseil d'Etat, la procédure de consultation s'est terminée le 13 octobre 2017. Plusieurs réponses ont été reçues. Diverses entités ont requis la tenue d'une séance explicative, comme par exemple la Chambre Valaisanne du Commerce et de l'Industrie (CVCI) ou la Fédération des communes valaisannes. La plupart des prises de positions déposées contenaient des questions pour des motifs de compréhension. Les réponses y ont été apportées.

S'agissant des remarques de fond ressortant des documents remis ou des discussions bilatérales, elles concernent les aspects suivants.

##### **- Une loi anticonstitutionnelle**

- La LFinR3 serait anticonstitutionnel car le canton introduit un nouvel impôt
  - Il ne s'agit pas d'un nouvel impôt. Il s'agit d'une contribution causale qui se manifeste par un appel à la plus-value auprès des bénéficiaires du projet de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône. La distinction entre l'impôt et la contribution causale est explicitée dans le commentaire de l'article 2 du présent projet de loi.

##### **- Coût global**

- Les contribuables reprochent à la LFinR3 de ne pas fixer le montant de chacune des périodes, ni le coût total du projet
  - Seuls les coûts imputables à R3 seront pris en compte. Le coût global a été plafonné pour chacune des périodes. Il s'agit des montants des dépenses planifiées. Les coûts globaux définitifs ne sont pas connus à ce stade. Ils seront définis sur la base des projets mis à l'enquête publique et in fine des coûts des travaux (cf. commentaire de l'article 5). Les coûts des projets mis à l'enquête publique pourront être supérieurs à ceux estimés à ce stade sur la base du PA-R3, sans que cela ne change les montants plafonnés des périodes prévues. Une fois l'intégralité du montant des périodes utilisé, le montant complémentaire au devis du PA-R3 présenté dans le commentaire de l'article 5 pourra faire l'objet d'une contribution des communes et des tiers uniquement après une révision de la LFinR3.

##### **- Perte de surfaces d'assolement**

- Le coût de compensation des surfaces d'assolement (SDA) n'est pas mentionné ni inclus dans le projet R3

- Le financement des mesures d'accompagnement agricole (Fr. 200 millions dont Fr. 160 millions à charge de R3) compense cette perte de SDA. C'est notamment pour cette raison que ce montant a été intégré aux coûts globaux.
- La perte de surfaces de chacune des communes est prise en compte dans le sous-critère de l'article 12 al. 2.

- **Contribution des communes (5%)**

- Assurer que les 5% prévus soient fixes quelles que soient les subventions fédérales.
  - Cette condition est garantie par l'article 9 al. 4 qui précise que la contribution des communes est indépendante du financement de la confédération.
- Assurer que le montant de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône (coût global du projet), n'englobe pas de travaux non imputables à R3.
  - Ce principe est admis et mis en œuvre par le canton.
- Plafonner le montant du coût global du projet au montant des travaux (2,4 milliards de francs TTC).
  - Le principe du projet de loi est de prendre en compte tous les coûts de construction liés à la protection des personnes et des biens. Il s'agit donc non seulement des travaux, mais aussi des études, des mesures d'accompagnement agricole, des divers et imprévus et des frais de personnel.
- Adapter les critères d'appel à contribution pour assurer un montant de contribution par habitant identique (ou proche).
  - Ce principe ne faisait pas partie du modèle développé par le Commission Rhodanique. L'avant-projet de loi a cependant été adapté pour aller dans ce sens, en inversant les pondérations initiales prévues entre le critère «solidarité», basé sur le nombre d'habitant des communes et porté à 25 % (au lieu de 15% initialement) et « causalité », basé sur la surface des communes et porté à 15% (au lieu de 25%).
- Assurer que les communes ne payent pas une deuxième fois, au titre de « propriétaires de biens-fonds ».
  - Le projet de loi prévoit, a contrario, d'appeler à contribution tous les propriétaires de biens-fonds pour assurer une égalité de traitement, qu'ils soient privés ou publics. Ceci est aussi valable pour les Compagnies de chemin de fer qui peuvent se retrouver dans deux catégories de contribuables.
- Adapter la notion de superficie des communes en ne prenant que la partie située dans le bassin versant du Rhône dans le critère de causalité.
  - La loi a été modifiée dans ce sens.

- **Contribution des contribuables (3%)**

- Supprimer cette contribution, pour assurer des conditions cadres performantes pour les entreprises valaisannes.
  - La LcACE mentionne la participation des tiers. La commission Rhodanique a proposé une contribution à hauteur de 3,75% en prenant en compte les

dégâts potentiels relatifs entre l'ensemble des constructions menacées et ceux liés aux grandes industries. Le projet de loi a repris ce principe mais consécutivement à la consultation, le pourcentage a été adapté afin d'éviter une charge trop grande pour les entreprises ; ce dernier est fixé à 3%.

- Faire participer toutes les entreprises valaisannes et non seulement celles dont le montant de la valeur cadastrale (y compris les biens de production) dépasse 10 millions de francs.
  - Le développement du projet de loi a mis en évidence l'importance de définir des critères objectifs pour déterminer la liste des tiers. La valeur cadastrale est l'outil de référence s'approchant le plus de la notion de dégât potentiel et de plus-value sous-tendant la démarche d'appel à contribution. Cette manière de faire aboutit à une liste d'environ 200 tiers, alors que seule une vingtaine avait été retenue par la Commission Rhodanique. Cette adaptation va dans le sens de la demande mais se limite à l'identification des contribuables dont le bénéfice est significatif (c'est-à-dire des valeurs cadastrales supérieures à 10 millions de francs).
- Ne pas prendre en compte les montants des études et travaux réalisés avant l'entrée en vigueur de la loi (rétroactivité).
  - La prise en compte des montants déjà dépensés dans le coût global répartis n'implique pas la notion de rétroactivité. Il s'agit en effet de répartir les coûts d'un ouvrage en fonction des plus-values. Ceci est indépendant de la question de savoir si tout ou partie de cet ouvrage a déjà été réalisé. La loi n'est pas rétroactive car la perception s'effectue depuis son entrée en vigueur et prend en compte des éléments antérieurs (depuis le début de R3) pour le calcul de la contribution.
- **Inégalité de traitement, distorsion de la concurrence, péjoration de la situation économique des entreprises appelées à contribution**
  - Il est reproché une inégalité de traitement, une distorsion de la concurrence et une péjoration de la situation économique suite à la LFinR3
    - L'appel à contribution de la LFinR3 permet justement de rétablir une égalité de traitement en appelant à participer les principaux bénéficiaires du projet. En effet, il serait inéquitable d'appeler à contribution l'ensemble de la population alors que seule une partie en retire une plus-value.
- **Part des concessionnaires des chemins de fer.**
  - Supprimer ou adapter cette contribution en fonction des discussions en cours sur la contribution de l'office fédéral des routes (ci-après « OFROU »)
    - Des discussions sont effectivement en cours avec l'OFROU concernant la participation à R3 pour la protection de l'A9. Le principe pris en compte est le ratio des risques (A9/reste de la plaine). Ce modèle provient d'une décision coordonnée des Offices fédéraux et devrait également s'appliquer aux concessionnaires de chemins de fer, au titre d'infrastructures de transport. Des discussions sont en cours dans ce sens avec les Chemins de fer fédéraux (ci-après « CFF »). Les résultats ne sont pas connus à ce stade. Il appartient cependant au canton de fixer la contribution des concessionnaires des chemins de fer dans sa loi cantonale, les CFF n'étant plus une régie fédérale. Ceci contrairement à la participation de l'OFROU qui doit être définie spécifiquement, le canton ne pouvant appeler à contribution une entité fédérale par le biais de sa loi cantonale. Le taux

indiqué dans le projet de loi est celui issu du premier modèle de participation, en vigueur pour l'OFROU jusqu'en 2014.

#### **4. Proposition du projet de loi**

Pour résoudre les problèmes actuels résultant de l'application de la législation en vigueur, le projet de loi propose les solutions suivantes :

- Le Décret créant un fonds pour le financement du projet de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône (ci-après « le fonds ») est repris intégralement dans le projet de loi.
- Concernant la contribution des communes et des tiers, le projet de loi ne fait plus spécifiquement référence à la LPCPF ; il définit un mécanisme spécifique d'appel à contribution basé, pour la contribution des tiers, sur la plus-value apportée par les travaux de protection contre les crues du Rhône.
- Le processus de mise à l'enquête publique des zones de danger du Rhône est adapté à l'échelle de R3 et permet ainsi des mises à l'enquête publique par le canton et par secteur.

#### **5. Commentaire des articles**

Le projet de loi s'articule autour de six titres. Le premier traite des dispositions générales de la loi dont notamment l'objet, les compétences ainsi que des principes de bases concernant le financement de R3. La transposition des articles du Décret est effectuée dans ce titre. Le deuxième titre a pour objet le régime général de financement de R3 et plus particulièrement les périodes de perception de l'appel à contribution des communes, des contribuables et des concessionnaires de chemin de fer. Les trois titres suivants répondent aux spécificités de l'appel à contribution des communes, des contribuables ainsi que des concessionnaires de chemin de fer. Il faut encore relever l'important sixième titre traitant des abrogations et modifications de lois.

##### **Titre 1 Dispositions générales**

Ce titre a pour objet les aspects généraux du présent projet de loi sur le financement de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône.

###### **Article 1 But**

L'article 1 définit le but du projet de loi sur le financement de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône, à savoir d'organiser les moyens financiers nécessaires à la réalisation de R3. Cette loi permet également de remplacer le Décret créant un fonds pour le financement du projet de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône car il y est précisé qu'une loi portant sur le même objet doit être promulguée dans les 5 ans dès l'entrée en force dudit Décret.

###### **Article 2 Objet**

Cet article définit l'objet du projet de loi, lequel énumère les moyens financiers à disposition pour R3 lesquels sont déposés dans le fonds. Le projet de loi organise l'alimentation du fonds (au sens de l'art. 9 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financier du canton du 24 juin 1980 (ci-après « LGCAF »)) qui se compose de la dotation initiale de 60 millions de francs, de la dotation budgétaire annuelle, d'éventuelles dotations ultérieures en provenance de fonds cantonaux, des recettes résultant de la gestion des matériaux. Ce projet de loi régit notamment les contributions à percevoir de la part des communes des contribuables et des concessionnaires de chemins de fer.

Il n'est pas question d'introduire un impôt par le biais de l'appel à contribution. En effet, l'impôt est la contribution versée par un particulier à une collectivité publique pour participer aux dépenses résultant des tâches générales dévolues à cette dernière en vue de la réalisation du bien commun. Il est perçu sans condition, non pas comme contrepartie d'une prestation de l'Etat ou d'un avantage particulier, mais en fonction d'une certaine situation économique réalisée en la personne de l'assujetti (ATF 122 I 305 c.4b). Tel n'est pas le cas de la charge de préférence qui est une participation aux frais d'installations déterminées réalisées par une corporation publique dans l'intérêt général, participation mise à la charge des personnes ou des groupes de personnes auxquels ces installations procurent des avantages économiques particuliers. Elle est calculée d'après la dépense à couvrir et mise à la charge de celui qui profite des installations réalisées, dans une proportion correspondant à l'importance des avantages économiques particuliers qu'il en retire. Il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse d'installations techniques (telles notamment une station d'épuration ou une route) (ATF 122 I 305 c.4b). La présente loi introduit donc une contribution causale et non un impôt car les appelés profitent des travaux de R3 lesquels permettent la sécurisation de la plaine du Rhône.

### Article 3 Le fonds

Cet article détermine les sources d'alimentation du fonds.

Le fonds institué par le Décret et concrétisé dans la présente base légale est un fonds au sens de l'article 9 LGCAF. Il s'agit de moyens financiers affectés à la réalisation R3, projet d'intérêt public prépondérant pour le canton.

Le fonds créé est alimenté par une dotation initiale de 60 millions de francs prélevée sur le fonds pour les grands projets d'infrastructure du XXI<sup>e</sup> siècle.

Le fonds est ensuite alimenté par le budget annuel ordinaire, ce qui permet de donner la souplesse budgétaire nécessaire à un projet de cette ampleur et sujet aux incertitudes techniques ou de procédures.

Les contributions des communes, des contribuables et des concessionnaires de chemin de fer permettent également de financer R3. Lesdites contributions seront déposées dans le fonds. Il en va de même de la totalité des redevances découlant des concessions et autorisations délivrées pour l'extraction de gravier dans le Rhône et pour les décharges de matériaux liées au projet. Le projet de loi modifie la disposition contenue dans le Décret lequel prévoit que le montant des redevances dépassant les 1.4 millions de francs soit déposé dans le fonds. Ce montant représente la moyenne des redevances des dernières années et était déjà affecté à la réalisation de R3. Partant, il a été décidé de modifier la part prévue dans le Décret et d'allouer la totalité de la redevance au fonds de financement précité par souci de cohérence et de simplicité.

Seront en outre versées dans le fonds les subventions et contributions fédérales ainsi que de la participation du canton de Vaud qui sera déterminée par le biais d'une convention intercantonale. Le fonds pourra être alimenté par d'autres dotations ultérieures en provenance de fonds cantonaux, selon prescriptions ad hoc desdits fonds, ou de tiers.

### Article 4 Gestion du fonds

La section protection contre les crues du Rhône qui était une section du service des routes transports et cours d'eau a entamé une modification de sa structure. Le Conseil d'Etat, par décision du 21 décembre 2016 avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2017, a décidé de créer l'Office cantonal de la construction du Rhône (OCCR3). Cet office indépendant est rattaché fonctionnellement au Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement. Bien qu'administrativement rattaché au service en charge de la gestion des cours d'eau, l'Office assume selon la LGCAF la gestion et la responsabilité de ce fonds.

Les contributions sont calculées sur la base du coût global du projet depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996 (ci-après « coût global »). Le coût global total des travaux et études est estimé à ce stade sur la base du PA-R3 adopté par le Conseil d'Etat en mars 2016. Il fournit une ligne directrice générale des aménagements à réaliser à l'échelle du 1:10'000 ainsi que les priorités de réalisations, l'objectif étant de profiter des opportunités offertes par R3 et des synergies avec les projets des communes et des tiers lors de l'établissement des dossiers d'enquête.

Le devis estimatif des travaux sur cette base générale est de l'ordre de 2,4 milliards de francs TTC pour le Valais. A cela s'ajoutent les études (270 millions de francs) pour un montant total « études et travaux TTC » de l'ordre de 2,7 milliards de francs. En prenant en compte 15% de divers et imprévus sur les travaux (360 millions de francs), on atteint les 3 milliards de francs.

Les risques et opportunités non chiffrés à ce stade (assainissements de sites pollués, nappe phréatique, gestion des matériaux, démarche participative, synergies avec projets communaux et de tiers, etc.) seront analysés et précisés lors de l'établissement des dossiers d'enquête et feront l'objet de décisions spécifiques. Les coûts actuels étant basés sur l'estimation générale des coûts du PA-R3, ils ne peuvent constituer une valeur de référence compte tenu de l'échelle, de la durée des études et travaux et du degré de détail sommaire de ce document. Le PA-R3 présente un programme de réaménagement du fleuve plus qu'un projet. Il se veut souple et adaptatif pour répondre aux mieux à la démarche participative. Les projets seront développés et mis à l'enquête publique mesure par mesure en fonction des priorités. Ils seront analysés et adaptés notamment en fonction des contraintes, des attentes des partenaires, de celles des services cantonaux et offices fédéraux, des opportunités et des adaptations légales et normatives. Ces projets seront ensuite adaptés en fonction des oppositions et remarques selon la décision d'approbation des plans du Conseil d'Etat. Le devis de ces projets mis à l'enquête publique, approuvés et adaptés sera le devis de référence pour l'établissement des coûts définitifs et le suivi des surcoûts éventuels des projets.

Le développement des premiers projets de mise à l'enquête publique des Mesures Prioritaires montre une tendance à l'augmentation de l'estimation des coûts du PA-R3, en raison principalement de la présence de sites pollués non connus au moment du PA-R3 ou l'analyse détaillée des infrastructures à déplacer ou remplacer.

Les montants de référence pour le coût global seront donc ceux du devis des dossiers mis à l'enquête publique et approuvés, respectivement des crédits d'engagement décidés par le Grand Conseil, projet par projet.

L'article 5 du projet de loi prévoit que le coût global englobe non seulement les montants ci-dessus nécessaires aux études et travaux de R3 mais aussi les études générales déjà effectuées à ce stade (50 millions de francs), les mesures d'accompagnement agricoles imputables à R3 (160 millions de francs) ainsi que les frais de personnel et de fonctionnement (170 millions de francs).

Une simulation de la contribution des communes a été faite et est remise en annexe.

Pour la contribution des tiers, les données seront disponibles une fois le projet de loi en force (cf. art. 17 al. 2 lit. b concernant les valeurs d'assurance).

L'alinéa 2 énumère les différents éléments qui permettent de déterminer le coût global de R3. L'énumération est volontairement étendue et ne reprend que partiellement les articles 6 de la loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau du 21 juin 1991 (LACE) et 2 de l'ordonnance sur l'aménagement des cours d'eau du 2 novembre 1994 (OACE) en raison des objectifs différents et difficiles à coordonner. Les investigations préliminaires en matière environnementale sont incluses dans la notion d'études contenue à cet alinéa, ainsi que les mesures locales de remise en état (Mesures Urgentes ou Mesures de Faible Importance).



L'alinéa 3 précise que les coûts à charge de tiers pour les travaux sur leurs propres ouvrages ainsi que les plus-values qui en résultent ne sont pas pris en compte dans le coût global. Par exemple, si une entité tierce profite de la rénovation d'un pont enjambant le Rhône pour l'élargir ou l'améliorer, l'OCCR3 négociera avec dite pour que la plus-value apportée à l'ouvrage soit non imputable à R3 et directement pris en charge par le bénéficiaire (l'entité tierce). La même démarche est appliquée si le canton du Valais profite de R3 pour faire une nouvelle route de contournement; la plus-value sera facturée au Service s'occupant des routes cantonales et ne sera pas à charge de R3.

L'alinéa 4 prend en compte les différents montants qui doivent être portés en déduction du coût global. Partant, la part du canton de Vaud (fixée par convention) ainsi que les montants versés par des personnes physiques ou morales en raison d'atteintes portées au Rhône ne doivent pas être intégrés dans le calcul du coût global.

## **Article 6                    Principes de base**

Cet article énonce les principes de base du financement de R3 : d'une part, le financement de R3 par le fonds et d'autre part, les principes sur lesquels l'autorité se fonde pour appeler à contribution les communes, les contribuables et les concessionnaires de chemin de fer, à savoir les principes d'égalité de traitement, de bénéfice, de causalité ainsi que de solidarité entre les collectivités publiques.

Les contributions qui ne sont pas mentionnées dans le présent projet de loi continuent d'être régies par la législation en matière d'aménagement des cours d'eau.

## **Article 7                    Compétence**

Cet article définit les compétences du Conseil d'Etat et du département auquel R3 est rattaché. Le Conseil d'Etat est compétent pour rendre les décisions relatives à la contribution des communes, des contribuables et des concessionnaires de chemins de fer sur la base des principes et règles énoncés dans la loi.

Les décisions qui ne sont pas expressément mentionnées dans le présent article ainsi que les mesures nécessaires à l'application de la loi sont prises par le département en charge des cours d'eau qui a la possibilité de déléguer ses compétences.

## **Titre 2                    Régime général de financement**

### **Article 8                    Financement de la Confédération**

L'article 8 ne permet pas de contraindre la Confédération à payer des subventions fédérales pour R3. Il fixe le principe que le canton doit entreprendre les démarches nécessaires à leurs obtentions, que ce soit sous forme de décisions ou de conventions-programmes.

Cette démarche est également entreprise pour l'obtention d'une contribution des routes nationales qui sont bénéficiaires de R3, au titre de propriétaire du réseau des routes nationales, et de l'A9 en particulier.

### **Article 9                    Part totale des contributions**

Cet article fixe la part des différentes contributions exprimée en pour cent du coût total. La part des communes représente 5% du coût total, celle des contribuables représente le 3% du coût global de R3. Celle des concessionnaires de chemins de fer a été fixée en se basant sur l'arrêté fédéral concernant le crédit-cadre de la Confédération pour la réalisation de la 1<sup>re</sup> période de R3 pour la période de 2009 à 2014 et son message lesquels ont servi de base pour le message au Grand Conseil relatif au Décret.

Les concessionnaires de chemin de fer sont assujettis à la législation cantonale comme tout autre contribuable ; cela vaut en particulier pour les CFF dont la participation au projet R3 n'est pas une subvention fédérale mais une contribution administrative. De plus, avec la privatisation des CFF, il n'existe plus de raison de traiter cette entreprise différemment ; elle doit être considérée de manière identique aux autres concessionnaires. La part de 6,1 % mentionnée dans le projet se base sur le modèle qui a été appliqué depuis 2009.

Les pourcentages susmentionnés sont indépendants de l'obtention des contributions énumérées à l'article 8 ; ils ne vont pas évoluer en fonction des subventions accordées par la Confédération.

#### Article 10 Période de perception

L'appel à contribution est réparti en **trois périodes de perception successives et pour chacune d'entre elles, la part du coût global est plafonnée. L'ampleur de R3 ainsi que sa durée** ont été prises en considération dans la réflexion relative à la fixation de ces périodes de perception. Un tel projet ne permet pas de prévoir une seule période pour la perception des contributions de la part des communes, des contribuables et des concessionnaires de chemin de fer.

Pour chacune de ces périodes, un montant plafond résultant de l'estimation du coût global de la période a été fixé dans le projet de loi. Il ne s'agit cependant que d'un plafonnement du coût global pour l'appel à contribution et non des coûts globaux des projets qui ne sont pas connus à ce stade (cf. art. 5). Les coûts définitifs des projets mis à l'enquête publique pourront dépasser ceux prévus dans le devis du PA-R3 et présentés dans le présent message sans que cela ne nécessite de modification de la LFinR3, le montant des périodes de référence étant lié aux factures prévues et non au pronostic des coûts. La première s'étend de l'entrée en vigueur de la présente loi au 31 décembre 2024 et la part du coût global y afférant est plafonnée à 700 millions. La deuxième concerne la fin de la première période de perception jusqu'au 31 décembre 2034 et la part du coût global y afférant est plafonnée à 1.2 milliard lequel peut éventuellement être augmenté du solde non facturé de la première période de perception. La troisième et dernière période de perception s'étend de la fin de la deuxième période de perception jusqu'à la fin de R3 mais **au plus tard jusqu'au 31 décembre 2050** et la part du coût global y afférant est plafonnée à 1.5 milliard lequel peut éventuellement être augmenté du solde non facturé des périodes de perception précédentes. La loi prévoit un report du montant non facturé de la période de perception précédente, en sus du montant plafonné de la période suivante. Dans ce cas de figure, il sera tenu compte des contributions perçues en trop dans le montant de la contribution de la période en cours.

Si R3 devait s'étendre au-delà de cette date, une révision du projet de loi sur le financement de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône (LFinR3) devra être effectuée afin d'y inclure un délai adapté aux circonstances futures et à l'avancée des travaux de sécurisation de la plaine du Rhône.

La contribution pour chaque période de perception est divisée en annuité constante.

Si les coûts effectifs de l'avancement du projet s'avèrent être inférieurs aux prévisions, il en est tenu compte dans la décision de taxation pour la période de perception suivante. A contrario, si elles sont supérieures au montant plafonné, la différence sera à la charge du canton.

**Une décision de contribution est spécifiquement rendue pour chaque période de perception.** A la fin de la dernière période de perception, l'éventuelle adaptation du montant ayant trait à cette période fait l'objet d'une décision spécifique. Une telle décision est incontournable en raison de l'absence de report possible. De plus, il faudra également tenir compte de l'impact des éventuelles contestations survenues au cours de la dernière période de perception.

**Les décisions non contestées sont définitives** ; elles ne sont pas reconsidérées dans le cas où certaines d'entre elles seraient ultérieurement annulées ou modifiées par décision de justice. Il a été décidé de ne pas reporter les montants sur les contribuables qui n'ont pas contesté la décision de taxation. S'il fallait tenir compte des éventuelles décisions sur recours, cela rendrait le système ingérable.

#### Article 11 Perception

Cet article traite des contribuables concernés par la première période de perception ainsi que du cas où un contribuable le devient au cours d'une période de perception.

Les communes, les contribuables et les concessionnaires de chemin de fer sont appelées à contribuer à R3 **dès la première période de perception parce que R3 ou son avancement tient compte des besoins qui leur sont spécifiques ou qu'une plus-value soit générée par R3**. Il n'est pas tenu compte de la localisation des mesures déjà effectuées ou en cours de travaux pour les appeler à contribution. La plus-value peut se manifester en raison des réalisations concrètes, des études générales ainsi que du maintien ou de l'augmentation des droits à bâtir sur la base du PA-R3 au sens de l'article 14 LcACE.

Il n'est procédé à aucun remboursement si le contribuable n'est plus considéré comme tel en cours de période. En effet, le montant encaissé n'est pas remboursé car la plus-value est capitalisée dans l'objet ; il le retrouve dans la valeur intrinsèque et dans le prix de vente de son bien.

Afin de garantir l'égalité de traitement avec les autres contribuables durant la période de perception en cours, il est procédé à un **rattrapage prorata temporis** si un contribuable est qualifié comme tel au cours de la période de perception. En effet, il serait disproportionné de prévoir un rattrapage pour l'entier du projet R3. La contribution de rattrapage doit être payée au plus tard en même temps que celle de la période de perception suivante. Lors de l'étape de perception suivante, il est tenu compte de la contribution de rattrapage dans le calcul des montants des autres contribuables. Le même régime est appliqué pour les concessionnaires de chemin de fer.

### Titre 3 Communes

#### Article 12 Répartition

La clé de répartition entre les communes est définie en tenant compte des trois principes suivant : **solidarité, causalité et bénéfice**. Le montant total des contributions dues par les communes en vertu de l'article 11 al. 1 du présent projet de loi se répartit en fonction des principes précités.

Les principes de causalité et de bénéfice étaient déjà prévus par la législation en matière d'aménagement de cours d'eau. Compte tenu de l'importance positive des travaux pour l'ensemble de la population valaisanne, le principe de **solidarité** a été rajouté. En effet, ces travaux permettent d'améliorer la situation de la plaine du Rhône et profitent à la population. Ce principe prévoit qu'une part des coûts à la charge des communes devra être répartie entre toutes les communes du canton ; le critère retenu est le nombre d'habitants basé sur la statistique officielle la plus récente du canton. La pondération attribuée à ce critère est de 25%.

Le principe de **causalité** est défini selon le bassin hydrographique (ancien périmètre d'action des eaux) en tenant compte de la surface du territoire communal (surface du bassin versant du Rhône). La pondération attribuée à ce critère est de 15%.

Le troisième critère pris en compte est celui du principe de **bénéfice** des mesures prises pour les communes riveraines, en fonction de la valeur des surfaces sises en zones de danger qui seront protégées des crues grâce aux travaux de R3. Jusqu'à l'approbation de celles-ci, l'aperçu des zones de dangers d'inondation du Rhône existant avant la réalisation

des travaux est contenu dans le PA-R3 lequel fait référence. Il est proposé de faire une distinction entre les zones à bâtir et les autres zones en leur affectant respectivement un coefficient de 10 et de 1 afin de tenir compte de la différence de valeur du terrain. La pondération attribuée à ce critère a été fixée à 60%.

Afin de tenir compte de l'effort fait par les communes touchées par l'emprise de R3 sur leur territoire, il est en outre proposé d'ajouter 20 % de la part fixée pour le critère du bénéfice à toutes les communes bénéficiaires du projet, autrement dit dont une partie de leur territoire est protégé du Rhône suite à la réalisation du projet, puis de déduire cette même part au prorata de l'emprise spatiale du projet sur le territoire des communes concernées par dite emprise. L'emprise du projet est fixée par le PA-R3 approuvé par le Conseil d'Etat en date du 2 mars 2016.

Les communes riveraines sont ainsi appelées à contribuer sur la base des trois critères susmentionnés alors que les communes de montagne situées dans le bassin versant ne participent qu'en fonction des deux premiers critères (solidarité et causalité).

La répartition initiale prévue par la commission Rhodanique (15% selon le principe de solidarité et 25% selon le principe de causalité) a été adaptée afin d'éviter une contribution par habitant trop élevée pour les communes ayant une grande superficie mais comptant peu d'habitants. La modification des pourcentages de répartition entre solidarité (25%) et causalité (15%) permet donc de gommer certains extrêmes et répond en partie aux contestations de certaines communes qui avaient recouru contre la décision d'appel à contribution du Conseil d'Etat du 19 juin 2013 laquelle avait été révoquée par décision du Conseil d'Etat du 28 janvier 2015.

#### Article 13 Message et tableau des contributions

Ces documents doivent être établis par le canton pour chaque période de perception. C'est un régime qui est repris de l'article 23 LPCPF mais qui est simplifié compte tenu du fait que le besoin de décision de la part du Conseil d'Etat et d'information du public est fortement réduit. Le message doit contenir au moins la mention des dispositions légales, la part du coût global de R3 afférente à la période de perception, avec indication des coûts effectifs jusqu'alors ainsi que le montant total des contributions dues par les communes, dans leur ensemble et pour chaque principe mentionné à l'article 12. Il n'est pas nécessaire que ce message mentionne les montants dus par les contribuables et par les concessionnaires de chemins de fer puisque leur part est d'ores et déjà définie à l'article 9 du présent projet de loi.

Le coût de R3 sera défini mesure par mesure lors des mises à l'enquête publique. Le coût de la période de perception est estimé sur la base des coûts connus des mesures mises à l'enquête publique, du PA-R3 ainsi que de l'avancement des travaux attendus pour la période de perception.

Lors de l'élaboration de ces documents, le canton consulte les communes et leur donne la possibilité de fournir par écrit des propositions de modification, conformément au principe du droit d'être entendu.

#### Article 14 Décision

Une décision unique pour la contribution des communes est rendue par le Conseil d'Etat. Elle fixe le montant de la contribution individuelle de toutes les communes à chaque période de perception au sens de l'article 10.

### Titre 4 Contribuables

#### Article 15 Notion de contribuables

Cet article reprend globalement le régime de l'article 37 al.1 OcACE et de l'article 2 al. 2 LPCPF. Par contre, l'article 37 al. 2 OcACE n'est pas repris. Ce dernier prévoit qu'à

l'exception des donations, les contributions des tiers supérieures ou égales à dix pour cent des coûts totaux reconnus sont déduites des dépenses avant calcul des subventions.

Est considéré comme un contribuable, toutes les personnes physiques ou morales contribuables qui sont propriétaires d'immeubles. La notion d'immeuble (bâti et non-bâti) contenue dans le présent projet de loi et celle régie par l'article 655 du code civil suisse du 10 décembre 1907. En cas de propriété de plusieurs sur une chose conformément aux articles 646ss CC, les propriétaires sont solidairement responsables. Le régime de l'article 6 LPCPF est repris pour cette première catégorie.

Il n'est pas nécessaire de prévoir une exemption pour les entités sans but lucratif (prévu à l'article 10 LPCPF) car ces dernières ne franchiraient pas le cap fixé à l'article 16 du présent projet de loi.

#### Article 16 Assujettissement à contribution

Sont assujettis au paiement des contributions, tous les contribuables au sens de l'article 15 dont les immeubles sont **situés au moins en partie en zone de danger d'inondation du Rhône et dont la valeur cadastrale globale, au moment de la notification de la décision d'appel à contribution est supérieure à 10 millions de francs**. Jusqu'à l'approbation des zones de danger d'inondation du Rhône, l'aperçu desdites zones existant avant la réalisation des travaux est contenu dans le PA-R3 lequel fait référence. Le but de ce critère est de distinguer les contribuables dont la valeur des infrastructures est telle qu'ils constituent une des raisons de la réalisation ou de la priorisation définies pour R3. Une première analyse des dégâts potentiels en cas de crue avait montré que plus de la moitié des 10 milliards de francs de dégâts étaient dus à des grandes industries et infrastructures. Les critères sont fixés pour cibler ces grands propriétaires et donc bénéficiaires de R3 lesquels forment un « peloton de tête » dans les statistiques des valeurs cadastrales.

Les valeurs cadastrales de tout le patrimoine du contribuable considéré sis sur le territoire du canton sont additionnées dans le calcul du montant. Dès qu'un contribuable possède un droit sur l'un des immeubles situés en zone de danger d'inondation du Rhône, il est assujetti à la loi. Dans le calcul du seuil de la contribution, il est tenu compte de la totalité de ses biens, même ceux situés en partie ou en dehors desdites zones. Jusqu'à l'approbation de celles-ci, l'aperçu des zones de dangers d'inondation du Rhône existant avant la réalisation des travaux est contenu dans le PA-R3 lequel fait référence.

Le **service en charge des contributions fournit, sur demande, les documents nécessaires au calcul de la contribution**. Ces documents sont principalement ceux relatifs à la valeur cadastrale ainsi qu'à la valeur vénale. Cela permet de ne pas heurter les principes relatifs à la protection des données, au sens de la loi sur l'information, la protection des données et l'archivage du 9 octobre 2008, en prévoyant expressément dans une base légale formelle la transmission des documents.

Dès l'entrée en vigueur de la loi, le canton va prendre contact avec les assujettis présumés afin d'affiner le cercle des contribuables. Cette démarche s'effectuera dans le cadre de l'instruction du dossier par le biais d'une demande de renseignement.

#### Article 17 Répartition

Cet article permet de calculer la contribution de chaque contribuable laquelle est fonction de la plus-value qu'il retire de R3. Le **montant de la contribution se compose de deux moitiés**.

La première moitié du montant de la contribution a trait à la plus-value dont profite les immeubles en raison du maintien des possibilités de les utiliser grâce, notamment, au PA-R3

et pour autant que le danger d'inondation soit de type statique (pas de vitesse élevée). La réalisation de R3 est une des conditions-cadres nécessaires à l'émission d'un préavis favorable du canton pour les constructions en zone de danger élevé d'inondation du Rhône. En effet, l'article 16bis OcACE (nouvellement 18bis LcACE) prévoit une interdiction totale de tout projet de construction en zone de danger élevé du Rhône. Des exceptions peuvent être accordées si le requérant remplit les huit conditions cumulatives fixées à cet article, notamment le fait que le danger soit de type statique. De plus, si le PA-R3 n'avait pas été adopté ou que R3 devait être stoppée, peu importe la raison, les projets de construction en zone de danger élevé seraient préavisés négativement. La réalisation de R3 amène une **plus-value directe et immédiate à tous les titulaires de droit sur des immeubles situés en zone de danger élevé (hors zone de danger élevé « vitesse importante »)**. Ces derniers bénéficient de la possibilité de se voir accorder des préavis positifs en cas de demande d'autorisation de construire indépendamment du fait que des travaux soient en cours sur le secteur concerné par ladite autorisation.

Cette part du montant total est répartie au prorata de la surface de leurs immeubles qui est situé en zone de danger élevé d'inondation du Rhône. Les contribuables communiqueront les parcelles dont ils sont propriétaires à la demande de l'autorité compétente.

Pour la seconde moitié du montant total des contributions, la **plus-value prise en compte est celle dont profitent les immeubles et/ou constructions/installations/outils de production en raison de la réduction des dégâts potentiels et/ou de la réduction des primes d'assurance**. La réalisation des mesures de protection prévues par R3 présentée dans le PA-R3 permet de supprimer les zones de danger pour les crues rares (zones de danger élevé, moyen et faible). Après la réalisation de R3, il ne subsistera quasiment que du risque résiduel. La plus-value apportée est importante car avant la réalisation de R3, les dégâts potentiels (estimés à plus de 10 milliards de francs) étaient très élevés. La sécurisation du fleuve profite donc directement aux propriétaires concernés qui voient les risques diminuer, avec une répercussion possible sur leurs primes d'assurance et éventuellement la valeur vénale des immeubles.

Cette part du montant total est répartie entre tous les contribuables au **prorata** de la dernière valeur d'assurance des parties de leurs immeubles et/ou constructions/installations/autres biens de production qui sont sis dans l'une des zones d'inondation du Rhône. Les contribuables communiquent leur valeur d'assurance. Si un immeuble est partiellement en zone de danger, seule la partie de cet immeuble et les installations et/ou bien de production en zone de danger est prise en compte.

A défaut de valeur d'assurance ou pour les biens non-assurés, le canton procède à une taxation d'office sur la base de la valeur vénale.

Le Conseil d'Etat réduit ou augmente de façon appropriée la contribution si, en cas de circonstances particulières et dans un cas d'espèce, les règles de calcul qui précèdent devaient conduire à un résultat inéquitable. C'est le régime de l'article 29 de la loi sur les eaux de 1932 qui est repris dans le présent cas.

## Article 18                    Message et tableau des contributions

Cet article fait mention des documents que le canton doit établir avant chaque période de perception des contribuables. Ce régime est repris de l'article 23 LPCPF, mais est simplifié du fait que le besoin de décision de la part du Conseil d'Etat ainsi que d'information du public est fortement réduit.

Contrairement à ce qui prévaut pour les communes, aucune consultation n'est prévue. Le droit d'être entendu des contribuables sera respecté par la mise à l'enquête publique au sens de l'article 19 de la présente loi.

## Article 19                    Enquête publique

Cet article reprend globalement le régime de l'article 25 al. 1 LPCPF. Les documents mentionnés à l'article 18 du présent projet de loi doivent être **mis à l'enquête publique** pour une durée de trente jours. Par contre, aucun délai n'est imposé au canton pour la mise à l'enquête publique, contrairement à ce qui est prévu par la LPCPF.

Le seul avis personnel est insuffisant, il appert qu'une mise à l'enquête publique s'impose afin que chaque contribuable **puisse connaître l'ensemble des contribuables** et le **montant de chaque contribution**.

## Article 20                    Oppositions

Chaque contribuable peut former opposition à sa contribution dans les délais de la mise à l'enquête publique. Cet article s'inspire de l'article 26 LPCPF. Cependant, il s'en écarte pour le délai d'opposition, lequel est fixé à trente jours.

L'opposition doit être motivée et adressée par écrit à l'autorité compétente. L'organe d'instruction peut procéder à des séances de conciliation.

## Article 21                    Décision

Une fois le délai de mise à l'enquête publique écoulé, le Conseil d'Etat rend **une décision par contribuable**, dans laquelle il aura statué sur les oppositions non liquidées. Ce régime diffère de celui de la LPCPF, lequel prévoit que le Conseil d'Etat rende deux décisions.

Le régime de l'article 27 LPCPF est repris au présent article après épuration de ce qui est évident en vertu des règles générales de procédure administrative. Toute décision d'une autorité administrative peut faire l'objet d'un recours à l'instance supérieure dans un délai de trente jours.

Il n'est pas prévu de procédure de réclamation en raison du caractère individuel et complexe de chaque décision de taxation.

## Article 22                    Hypothèque légale

Cet article s'inspire du régime général de l'article 227 al. 3 de la loi fiscale du 10 mars 1976. L'hypothèque légale prévue à cet article est une hypothèque légale indirecte laquelle nécessite une inscription.

Seuls les immeubles au sens de l'article 655 du Code civil suisse sont visés dans le présent article et, en particulier, les biens-fonds ainsi que les droits de superficie. La mise en place d'un régime de nantissement sur les biens mobiliers serait disproportionnée.

Tous les immeubles du contribuable considéré sont visés, même ceux qui ne sont pas valorisés directement par R3.

## **Titre 5                    Concessionnaires de chemin de fer**

### Article 23                    Cercle des concessionnaires

Les concessionnaires de chemin de fer sont des entreprises ferroviaires qui ont obtenu une concession d'infrastructure, conformément aux dispositions de la Loi sur les chemins de fer fédéraux du 20 décembre 1957 (LCdF).

### Article 24                    Répartition

Chaque concessionnaire est débiteur d'une contribution laquelle est fonction de la plus-value qu'il retire de R3.

Le critère de répartition prévu à l'alinéa 2 permet la répartition entre les propriétaires de lignes de chemin de fer en se basant sur le critère simple et objectif de la distance de linéaire de chacune de leurs voies de chemin de fer située en zone de danger, sans prendre en compte des aspects plus complexes comme le type de ligne ou sa fréquentation. Jusqu'à l'approbation de celles-ci, l'aperçu des zones de dangers d'inondation du Rhône existant avant la réalisation des travaux est contenu dans le PA-R3 lequel fait référence.

#### Article 25 Procédure

La procédure prévue aux articles 18 à 21 du présent projet de loi est applicable par analogie pour les concessionnaires de chemin de fer. La liste des documents devant faire l'objet d'une mise à l'enquête publique est identique.

### Titre 6 Dispositions finales

#### Article 26 Abrogation

L'exigence contenue dans le décret du 11 septembre 2014 créant un fonds pour le financement du projet de la 3<sup>ème</sup> correction d Rhône de le concrétiser dans une base légale formelle étant remplie, il convient de l'abroger.

#### Article 27 Modification d'actes législatifs

Par son entrée en vigueur, ce nouveau projet de loi implique la modification de différentes lois.

**La loi concernant la perception des contributions de propriétaires fonciers aux frais d'équipements et aux frais d'autres ouvrages publics** du 15 novembre 1988 est modifiée et n'est plus directement applicable aux contributions en lien avec R3.

**La loi sur l'aménagement des cours d'eau** du 15 mars 2007 et **son ordonnance** du 5 décembre 2007 sont également modifiées. En effet, il s'agit d'adapter la LcACE aux spécificités de R3 afin d'éviter de mener des procédures concluant à l'impossibilité d'appliquer la base légale cantonale. Partant, les articles relatifs aux zones de danger du Rhône font l'objet d'une modification afin que ces derniers soient adaptés aux spécificités temporelles et géographiques de la situation de danger pour le linéaire du Rhône. A cet effet, il est notamment proposé de procéder par secteur pour les mises à l'enquête publique desdites zones de danger. Les zones de danger sont élaborées par secteur sur la base de scénarios de rupture de digue et de débordement. Les secteurs sont définis en fonction des casiers d'inondation qui dépendent de la topographie. La mise à l'enquête publique par secteur permet d'avoir une vue homogène sur un périmètre de danger communal ou supra communal et lié à un scénario de danger.

En ce qui concerne les préavis rendus par le Département lequel peut déléguer cette compétence, il est impératif de tenir compte du **couloir de gestion des risques résiduels**. En effet, il subsistera un risque résiduel après la réalisation de R3. Cela permet d'assurer la **robustesse du système de protection contre les crues du Rhône**. Les périmètres concernés sont représentés dans le PA-R3 et seront précisés dans les dossiers de mises à l'enquête publique des travaux. Un couloir de gestion du risque résiduel est un secteur où les écoulements sont resserrés pour des raisons topographiques. Il est important de garantir que ces périmètres puissent évacuer librement les crues pour éviter des accumulations d'eau qui pourraient aggraver la situation de danger ailleurs. Dans ces couloirs, les constructions doivent donc être développées en prenant en compte cette contrainte pour éviter de bloquer l'écoulement. Pour ces raisons, et bien qu'il s'agisse d'une fréquence très faible (risque résiduel) des mesures de gestion des constructions sont nécessaires, pouvant aller jusqu'au préavis négatif en cas de demande d'autorisation de construire.



Art. 28            Entrée en vigueur

Il appartient au Conseil d'Etat de fixer l'entrée en vigueur de la présente loi. La LFinR3 est soumise au référendum facultatif.

## **6. Incidences financières et sur le personnel**

Les incidences financières sont directement liées au contenu du projet de loi.

Concernant le personnel, le projet de loi fixe de nouvelles tâches nécessitant du personnel spécialisé et supplémentaire pour rapatrier et tenir à jour les données de base, procéder aux planifications financières, calculs des montants dus, facturations et encaissements ainsi qu'au règlement des litiges et des recours.

Le volume de travail est estimé à ce stade à 1 EPT, sur la durée de R3.

Sion, le 20 décembre 2017

**Annexes :**    Projet de loi sur le financement de la 3<sup>e</sup> correction du Rhône (LFinR3)  
                  Simulation appel à contribution des communes  
                  Graphique des parts totales des contributions

Tableau des participations communales sur base 700 mios d'investissements - 1ère phase (base : 5% de CHF 700 millions, soit CHF 35.0 millions)

Communes (au 01.01.2017)	Population*	Solidarité	Superficie (ha)**	Causalité	ZAB prot. (m <sup>2</sup> )***	Autres zones prot. (m2)***	Bénéfice	Total	Emprise ZAB (m2)****	Emprise autres zones (m2)****	Part emprise (+)	Part emprise (-)	Total pour la 1ère période - avec 25% solidarité, 15% causalité et 60% bénéfice
Agarn	801	22'108	765	7'997	62'702	344'574	47'389	77'493			9'478	0	86'971
Albinen	266	7'342	1'553	16'234	0	0	0	23'575			0	0	23'575
Anniviers	2'611	72'065	24'307	254'083	0	0	0	326'148			0	0	326'148
Arbaz	1'090	30'085	1'928	20'154	0	0	0	50'238			0	0	50'238
Ardon	2'772	76'509	2'037	21'293	72'832	1'550'311	111'138	208'940		104'191	22'228	-28'232	202'936
Ausserberg	639	17'637	1'489	15'565	0	2'854	139	33'341			28	0	33'368
Ayent	3'680	101'570	5'504	57'534	0	0	0	159'104			0	0	159'104
Bagnes	7'807	215'478	28'221	294'996	0	0	0	510'474			0	0	510'474
Baltschieder	1'248	34'446	3'139	32'812	310'666	1'089'438	204'661	271'919	4'635	80'876	40'932	-34'474	278'377
Bellwald	438	12'089	1'372	14'342	0	22'838	1'114	27'545			223	0	27'767
Betten													
Bettmeralp	439	12'117	2'938	30'711	0	0	0	42'828			0	0	42'828
Binn	144	3'974	6'504	67'987	0	0	0	71'961			0	0	71'961
Bister	33	911	583	6'094	0	22'498	1'097	8'102			219	0	8'322
Bitsch	859	23'709	408	4'265	24'384	52'326	14'445	42'419	3'386	17'400	2'889	-13'890	31'418
Blatten	305	8'418	9'066	94'767	0	0	0	103'186			0	0	103'186
Blitzingen													
Bourg-Saint-Pierre	219	6'045	9'015	94'234	0	0	0	100'279			0	0	100'279
Bovernier	841	23'212	1'291	13'495	0	0	0	36'707			0	0	36'707
Brig-Glis	12'511	345'311	3'800	39'722	1'238'815	924'942	649'336	1'034'369	38'903	90'149	129'867	-129'842	1'034'394
Bürchen	725	20'010	1'340	14'007	259	1'926	220	34'238			44	0	34'282
Chalais	3'147	86'859	2'445	25'558	336'291	107'053	169'245	281'662			33'849	0	315'511
Chamoson	3'206	88'488	3'240	33'868	153'871	1'566'422	151'450	273'806	33'946	257'073	30'290	-161'641	142'455
Champéry	1'272	35'108	3'895	40'715	0	0	0	75'823			0	0	75'823
Charrat	1'523	42'036	760	7'944	890'448	2'276'612	545'349	595'329			109'070	0	704'399
Chermignon													
Chippis	1'644	45'375	200	2'091	181'411	50'057	90'923	138'389		116	18'185	-31	156'543
Collombey-Muraz	7'564	208'771	2'981	31'161	2'400'431	7'217'680	1'522'829	1'762'760	70'610	201'605	304'566	-245'958	1'821'367
Collonges	600	16'560	1'224	12'795	95'544	928'650	91'895	121'250		62'618	18'379	-16'967	122'662
Conthey	7'848	216'610	8'509	88'945	418'875	507'039	229'033	534'588	20'655	160'193	45'807	-99'375	481'020
Crans-Montana	10'499	289'779	5'962	62'321	0	0	0	352'100	0	0	0	0	352'100
Dorénaz	766	21'142	1'254	13'108	374'179	1'231'424	242'565	276'815	270	70'416	48'513	-19'812	305'516
Eggerberg	343	9'467	599	6'261	0	104	5	15'733			1	0	15'734
Eischoll	462	12'751	1'375	14'373	0	0	0	27'124			0	0	27'124
Eisten	217	5'989	3'797	39'690	0	0	0	45'680			0	0	45'680
Embd	312	8'611	1'337	13'976	0	0	0	22'587			0	0	22'587
Ergisch	193	5'327	3'007	31'432	0	0	0	36'759			0	0	36'759
Ernen	541	14'932	3'537	36'972	622	151'665	7'701	59'605	8'186	14'104	1'540	-26'003	35'142
Evionnaz	1'120	30'913	4'800	50'175	452'059	728'586	256'025	337'112	36'936	76'040	51'205	-120'689	267'628
Evolène	1'712	47'252	20'999	219'504	0	0	0	266'756			0	0	266'756
Ferden	260	7'176	2'790	29'164	0	0	0	36'340			0	0	36'340
Fiesch	968	26'717	1'127	11'781	349	29'927	1'630	40'128	6'553	10'892	326	-20'708	19'746
Fieschertal	318	8'777	17'296	180'796	0	0	0	189'573			0	0	189'573
Finhaut	412	11'371	2'279	23'823	0	0	0	35'194			0	0	35'194
Fully	7'853	216'748	3'784	39'554	1'992'168	5'173'808	1'224'013	1'480'315	8'157	355'644	244'803	-118'471	1'606'647
Gampel-Bratsch	1'911	52'745	2'311	24'157	273'778	1'241'115	194'068	270'969	21'021	111'682	38'814	-87'222	222'561
Grächen	1'386	38'254	1'429	14'937	0	0	0	53'192			0	0	53'192
Grafschaft													
Grensiols	451	12'448	5'849	61'140	0	93'639	4'567	78'155			913	0	79'068
Grimisuat	2'868	79'159	445	4'652	0	0	0	83'810			0	0	83'810
Goms	1'316	36'322	12'961	135'482	93'799	1'491'533	118'498	290'303	10'791	387'273	23'700	-134'178	179'824
Grône	2'253	62'184	2'110	22'056	355'698	522'388	198'968	283'208		17'408	39'794	-4'717	318'285
Guttet-Feschel	439	12'117	1'050	10'976	0	0	0	23'092			0	0	23'092
Hérémenche	1'391	38'392	10'757	112'444	0	0	0	150'836			0	0	150'836
Icogne	533	14'711	2'498	26'112	0	0	0	40'823			0	0	40'823

Tableau des participations communales sur base 700 mios d'investissements - 1ère phase (base : 5% de CHF 700 millions, soit CHF 35.0 millions)

Communes (au 01.01.2017)	Population*	Solidarité	Superficie (ha)**	Causalité	ZAB prot. (m <sup>2</sup> )***	Autres zones prot. (m2)***	Bénéfice	Total	Emprise ZAB (m2)****	Emprise autres zones (m2)****	Part emprise (+)	Part emprise (-)	Total pour la 1ère période - avec 25% solidarité, 15% causalité et 60% bénéfice
Inden	111	3'064	989	10'338	0	0	0	13'402			0	0	13'402
Isérables	883	24'371	1'528	15'972	0	0	0	40'344			0	0	40'344
Kippel	377	10'405	1'167	12'199	0	0	0	22'604			0	0	22'604
Lalden	654	18'051	126	1'317	323'056	490'580	181'496	200'864	6'275	31'146	36'299	-25'443	211'720
Lax	298	8'225	499	5'216	0	21'479	1'048	14'489			210	0	14'698
Lens	3'858	106'483	1'385	14'477	0	0	0	120'961			0	0	120'961
Les Agettes													
Leuk	3'675	101'432	5'529	57'795	222'519	2'073'959	209'688	368'915	764	345'043	41'938	-95'566	315'287
Leukerbad	1'596	44'051	6'721	70'255	0	0	0	114'306			0	0	114'306
Leytron	2'758	76'122	2'692	28'140	188'535	459'042	114'346	218'608	1'809	76'625	22'869	-25'665	215'813
Liddes	743	20'507	6'015	62'875	0	0	0	83'382			0	0	83'382
Martigny	16'345	451'132	2'490	26'028	1'775'423	7'148'175	1'214'596	1'691'756	89'776	336'251	242'919	-334'377	1'600'298
Martigny-Combe	2'240	61'825	3'769	39'398	0	0	0	101'223			0	0	101'223
Martisberg													
Massongex	1'659	45'789	659	6'889	531'012	1'650'838	339'515	392'193	398	36'584	67'903	-10'992	449'105
Miège	1'295	35'743	254	2'655	0	0	0	38'398			0	0	38'398
Mollens													
Montana													
Monthey	16'628	458'943	2'858	29'875	444'532	1'196'962	275'198	764'016	1'438	24'757	55'040	-10'605	808'450
Mont-Noble	911	25'144	4'297	44'917	0	0	0	70'061			0	0	70'061
Mörel-Filet	679	18'741	843	8'812	12'183	166'899	14'083	41'635	6'773	67'165	2'817	-36'552	7'900
Münster-Geschinen													
Naters	9'079	250'586	14'718	153'848	431'654	254'388	222'943	627'378	6'131	46'978	44'589	-29'343	642'624
Nendaz	6'025	166'294	8'593	89'823	445'510	521'814	242'745	498'862	19	5'606	48'549	-1'571	545'841
Niedergesteln	685	18'906	1'746	18'251	344'301	1'515'747	241'860	279'017		175'501	48'372	-47'555	279'834
Niederwald													
Oberems	130	3'588	5'024	52'516	0	0	0	56'104			0	0	56'104
Obergoms	693	19'127	15'584	162'901	214'055	1'106'892	158'391	340'419	19'348	234'536	31'678	-115'978	256'119
Orsières	3'072	84'789	16'504	172'517	0	0	0	257'306			0	0	257'306
Port-Valais	3'314	91'468	1'432	14'969	1'112'310	2'761'522	677'212	783'649		221	135'442	-60	919'031
Randa	447	12'337	5'443	56'896	0	0	0	69'234			0	0	69'234
Randogne													
Raron	1'857	51'254	3'026	31'631	977'744	2'696'502	608'407	691'292	38'134	86'863	121'681	-126'868	686'106
Reckingen-Gluringen													
Riddes	2'732	75'405	2'391	24'993	569'360	2'925'482	420'389	520'787	23'318	448'494	84'078	-184'711	420'154
Ried bei Brig	1'936	53'435	4'752	49'673	0	0	0	103'108			0	0	103'108
Riederalp	529	14'601	2'099	21'941	67	2'895	174	36'716		163	35	-44	36'706
Saas-Almagell	381	10'516	6'394	66'834	0	0	0	77'350			0	0	77'350
Saas-Balen	418	11'537	4'566	47'726	0	0	0	59'263			0	0	59'263
Saas-Fee	1'759	48'549	5'602	58'555	0	0	0	107'105			0	0	107'105
Saas-Grund	1'076	29'698	4'003	41'841	0	0	0	71'539			0	0	71'539
Saillon	2'236	61'715	1'368	14'300	932'461	3'136'834	607'797	683'812	162	373'969	121'559	-101'772	703'599
Salgesch	1'356	37'426	1'136	11'875	0	0	0	49'301			0	0	49'301
Salvan	1'190	32'845	5'345	55'872	0	0	0	88'716			0	0	88'716
Savièse	6'760	186'580	7'101	74'227	0	0	0	260'807			0	0	260'807
Saxon	4'698	129'668	2'323	24'282	1'143'732	3'496'551	728'388	882'338		17'684	145'678	-4'792	1'023'224
Sembrancher	891	24'592	1'766	18'460	0	0	0	43'052			0	0	43'052
Sierre	15'752	434'765	1'922	20'091	2'783'066	5'695'197	1'635'198	2'090'053	84'549	489'408	327'040	-361'714	2'055'379
Simplon	329	9'081	0	0	0	0	0	9'081			0	0	9'081
Sion	32'014	883'606	3'476	36'335	5'224'431	5'445'849	2'813'793	3'733'734	254'445	499'220	562'759	-824'735	3'471'757
St. Niklaus	2'351	64'889	8'928	93'325	0	0	0	158'214			0	0	158'214
Stalden	1'119	30'885	1'048	10'955	0	0	0	41'840			0	0	41'840
Staldenried	552	15'236	1'430	14'948	0	0	0	30'183			0	0	30'183
Steg-Hohtenn	1'579	43'581	1'421	14'854	1'412'117	410'922	708'792	767'227	106'487	75'454	141'758	-308'991	599'995
St-Gingolph	932	25'724	0	0	0	0	0	25'724			0	0	25'724

Tableau des participations communales sur base 700 mios d'investissements - 1ère phase (base : 5% de CHF 700 millions, soit CHF 35.0 millions)

Communes (au 01.01.2017)	Population*	Solidarité	Superficie (ha)**	Causalité	ZAB prot. (m <sup>2</sup> )***	Autres zones prot. (m2)***	Bénéfice	Total	Emprise ZAB (m2)****	Emprise autres zones (m2)****	Part emprise (+)	Part emprise (-)	Total pour la 1ère période - avec 25% solidarité, 15% causalité et 60% bénéfice
St-Léonard	2'137	58'982	386	4'035	336'857	1'243'267	224'939	287'956	885	56'811	44'988	-17'792	315'152
St-Martin	895	24'703	3'696	38'635	0	0	0	63'337			0	0	63'337
St-Maurice	4'402	121'498	1'495	15'627	190'154	304'434	107'595	244'720	8'022	17'975	21'519	-26'608	239'631
Täsch	1'147	31'658	5'871	61'370	0	0	0	93'028			0	0	93'028
Termen	863	23'819	1'878	19'631	978	64'323	3'614	47'064	1'202	34'068	723	-12'488	35'299
Törbel	508	14'021	1'763	18'429	0	0	0	32'450			0	0	32'450
Trient	148	4'085	3'954	41'331	0	0	0	45'416			0	0	45'416
Troistorrents	4'249	117'275	3'695	38'624	0	0	0	155'899			0	0	155'899
Turtmann	1'139	31'437	4'231	44'227	275'856	2'753'820	268'862	344'526		87'586	53'772	-23'733	374'566
Unterbäch	398	10'985	2'201	23'007	6	49	5	33'998			1	0	33'999
Val d'Illiez	1'763	48'660	3'925	41'028	0	0	0	89'688			0	0	89'688
Varen	632	17'444	1'276	13'338	0	0	0	30'782			0	0	30'782
Venthône	1'188	32'790	254	2'655	0	0	0	35'445			0	0	35'445
Vernayaz	1'798	49'626	565	5'906	688'119	1'303'135	399'184	454'716		153'872	79'837	-41'694	492'859
Vérossaz	612	16'892	1'432	14'969	0	0	0	31'860			0	0	31'860
Vétroz	4'973	137'258	1'039	10'861	1'151'514	2'936'904	704'887	853'006	38'081	68'601	140'977	-121'776	872'208
Vex	1'615	44'575	1'299	13'579	0	0	0	58'154			0	0	58'154
Veyras	1'727	47'666	145	1'516	0	0	0	49'182			0	0	49'182
Veysonnaz	565	15'594	111	1'160	0	0	0	16'755			0	0	16'755
Vionnaz	2'266	62'543	2'095	21'899	22'065	1'647'100	91'098	175'540			18'220	0	193'760
Visp	7'191	198'476	1'321	13'808	2'001'018	1'487'770	1'048'546	1'260'830	13'030	39'982	209'709	-46'141	1'424'399
Visperterminen	1'401	38'668	5'157	53'906	0	0	0	92'575			0	0	92'575
Vollèges	1'678	46'314	1'793	18'742	0	0	0	65'056			0	0	65'056
Vouvry	3'706	102'288	3'348	34'997	833'952	5'128'812	656'908	794'192		833	131'382	-226	925'348
Wiler	565	15'594	1'469	15'356	0	0	0	30'950			0	0	30'950
Zeneggen	276	7'618	751	7'850	0	0	0	15'468			0	0	15'468
Zermatt	5'746	158'593	24'267	253'665	0	0	0	412'258			0	0	412'258
Zwischbergen	76	2'098	0	0	0	0	0	2'098			0	0	2'098
TOTAL	317'022	8'750'000	502'245	5'250'000	34'317'768	87'377'552	21'000'000	35'000'000	965'095	5'849'076	4'200'000	-4'200'000	35'000'000

\* Source : DFIS - Office de statistique et de péréquation, Le Valais en chiffres 2012 - Bilan annuel de la population résidante permanente (STATPOP) par commune en 2011  
\*\* Source : DFIS - Office de statistique et de péréquation, Le Valais en chiffres 2012 - Superficie des communes et des districts 2004/2009 - la surface sera revu pour prendre les ha dans le bassin versant Rhône uniquement  
\*\*\* Source : Zones de danger d'inondation du Rhône - Mai 2011  
\*\*\*\* Source : PA-R3 2012 - Septembre 2012

Somme totale		35'000'000
Principe de Solidarité	25%	8'750'000
Principe de Causalité	15%	5'250'000
Principe de Bénéfice	60%	21'000'000
Critère emprise (part ajoutée aux communes riveraines)	0.2	4'200'000
Critère emprise (part déduite aux seules communes touchées)	-0.2	-4'200'000

m2 pondérés 430'555'234 m2 pondérés 15'500'026

**Graphique représentant les parts totales des contributions (art. 9)**  
**Gesamtanteile der Beiträge (Art. 9)**

